



«Ce que Singapour est devenu en Asie, nous devons le devenir pour l'Afrique. Afin de le faire efficacement, nous devons développer une main-d'œuvre prête pour l'Afrique ici même à Maurice au cours des prochaines décennies»

Amit BAKHIRTA, FONDATEUR & CEO, ANNEAU

## UNE DÉCENNIE DE RÉFORME STRUCTURELLE NÉCESSAIRE

# Comment résoudre les problématiques d'héritage économique d'ici à 2030

Pour catalyser la croissance économique, il faut des réformes structurelles à long terme. Et celles-ci ont tendance à être audacieuses et impopulaires.

**ALORS** que nous contemptions cette nouvelle décennie passionnante qui nous attend, nous devons nous souvenir de deux choses très importantes. Premièrement, pour catalyser la croissance économique d'un pays, il faut des réformes structurelles à long terme et, deuxièmement, ces réformes ont généralement tendance à être audacieuses et impopulaires ; d'où l'importance de parfois forger des objectifs fixes et de mettre des oeillères (c'est pourquoi les chevaux les portent pendant les courses ; de sorte qu'ils ne regardent pas à gauche et à droite – les autres chevaux – et ainsi minimisent le risque de tomber).

Au tout début de cette dé-

cennie, le produit intérieur brut (Pib) de l'île Maurice aux prix du marché en 2019 était estimé à environ Rs 503 milliards. En dollars américains, le Pib de notre pays représentait donc moins de 0,016 % du Pib mondial d'environ 85 000 milliards de dollars américains. C'est une pondération «négligeable» pour notre économie relativement jeune (52 ans cette année). Par rapport au Pib de l'Afrique, nous ne représentons que 0,10 % de leur Pib (un point minuscule).

Au moment de l'indépendance, la production du Pib agricole était d'environ 24 % (aujourd'hui moins de 4 %) et le secteur employait 34 % de la population (aujourd'hui envi-

**«NOUS CROYONS FERMEMENT QUE MAURICE DEVRAIT DÉTOURNER SA DESTINATION STRATÉGIQUE, GÉOPOLITIQUE ET ÉCONOMIQUE VERS L'AFRIQUE.»**

ron 6 %). Notre secteur tertiaire à la même période représentait déjà environ 51 % de la production économique (gonflée à 76% aujourd'hui) et représentait à peine 42 % de l'emploi total, qui oscille désormais autour de 68 %. Strictement, ces mesures simples mettent en évidence le changement structurel de notre économie, mais aussi les progrès louables accomplis au cours des cinq dernières décennies.

### ÉVOLUTION PROBABLE AU COURS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE

«Utiliser les outils d'hier pour mener à bien les travaux de demain semble absurde à bien des égards.» Alors que l'extrapolation

**«L'ÉCHEC  
EST LA VOIE  
INCONTOURNABLE  
DU SUCCÈS ET  
DEVRAIT ÊTRE  
ENSEIGNÉ POUR  
QUE NOS JEUNES  
N'AIENT PAS  
PEUR DE  
DÉVELOPPER LE  
COURAGE D'OSER  
L'EXÉCUTION  
DE LEUR VISION»**

de nos chiffres du Pib à l'aide de variables infinies se traduira invariablement par des scénarios économiques infinis, personne ne peut prédire avec précision l'avenir. Nos économistes à Anneau utilisent la modélisation économétrique pour dériver les scénarios de base, les pires et les meilleurs cas (graphique ci-dessus). Nos hypothèses pour une croissance économique de base, de pire et de meilleure, supposent des taux de croissance économique respectifs (y compris la cyclicité des facteurs intérieurs et extérieurs à l'économie) de 3,55 %, 3,45 % et 3,96 %. Ces taux de croissance économique moyens devraient entraîner un Pib nominal (aux prix du marché) de Rs 730 milliards à Rs 770 milliards d'ici à 2030.

En termes simples, 10 ans de croissance économique devraient permettre à notre petite économie de croître cumulativement entre 40 % (raisonnablement pire cas) et 43 % (raisonnablement meilleur cas), en supposant qu'aucun ralentissement économique mondial soit prolongé (qui, selon nous, se manifesterait probablement, mené par un ralentissement économique aux États-Unis au cours de la période 2021-2023 ; mais à moins que Trump ne soit réélu et passe la Trump Tax Cut 2.0). En comparaison, les sociétés privées et les sociétés de capital-investissement visent généralement à doubler ou tripler la valeur de leurs investissements pour leurs investisseurs/actionnaires sur une décennie (c'est-à-dire des taux de croissance moyennant de 11 % à 14 % par an).

Trois propositions de changements structurels axés sur l'Afrique qui pourraient vraisemblablement accélérer notre évolution économique

D'ici à 2030, nous pourrions devenir une économie de Rs 800 milliards ou même de Rs 900 milliards. Tout dépend de plusieurs variables mais néanmoins, le fondement nécessite des réformes structurelles audacieuses humble-

ment proposé ci-dessous :

Le système éducatif (commençons par les bases - développer une main-d'œuvre africaine talentueuse)

Comme indiqué à de nombreuses reprises dans nos publications précédentes, chez Anneau, nous croyons fermement que Maurice devrait détourner sa destination stratégique, géopolitique et économique à plus long terme vers l'Afrique. Ce que Singapour est devenu en Asie, nous devons le devenir pour l'Afrique. Aujourd'hui, nous ne représentons que 0,10 % de l'économie de 3 000 milliards de dollars américains de ce continent et nous devrions clairement viser à atteindre 0,20 %, puis 0,30 %. D'où la capture de plus de flux commerciaux et de capitaux de cette baignoire économique. Afin de le faire efficacement, nous devons développer une main-d'œuvre prête pour l'Afrique ici même à Maurice au cours des prochaines décennies. Cela confirmera véritablement notre récit selon lequel Maurice est une véritable 'porte d'entrée' vers l'Afrique. Être en mesure de parler le zulu, le swahili et/ou le haoussa, le yoruba, l'igbo, diraient certains, n'est pas important car nous sommes déjà une

société bilingue (principalement anglaise et française), capable d'opérer en Afrique. Pensez-y : les étrangers parlant créole (entre autres) nous semblent certainement plus proches de notre culture.

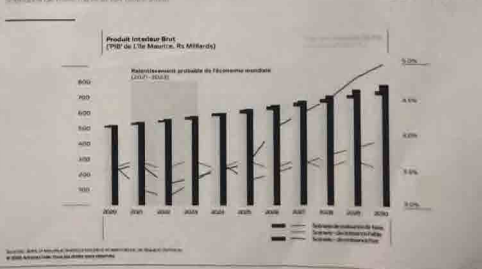
Par conséquent, nous proposons qu'il soit obligatoire que les langues, cultures, histoires africaines soient enseignées dans nos écoles primaires et secondaires. Ce changement de paradigme devrait être encore renforcé par des échanges culturels d'étudiants entre certains pays africains et Maurice. À mesure que nous devenons plus «africainisés», cela permettra une plus grande collaboration gouvernementale bilatérale (une voix/collaboration plus forte en Afrique géopolitique et autour de la table de l'Union africaine), une augmentation des entreprises privées entrepreneuriales (nos micro, petites et moyennes entreprises doivent véritablement commencer à

intégrer l'opportunité de consommation de 1,3 milliard à 2 milliards dans leurs plans d'affaires) et augmenter les flux de capitaux mondiaux vers l'Afrique via Maurice (notre main-d'œuvre développera un avantage inégalé ; compétitif, de forte réputation, crédible et d'une expertise locale empirique en Afrique).

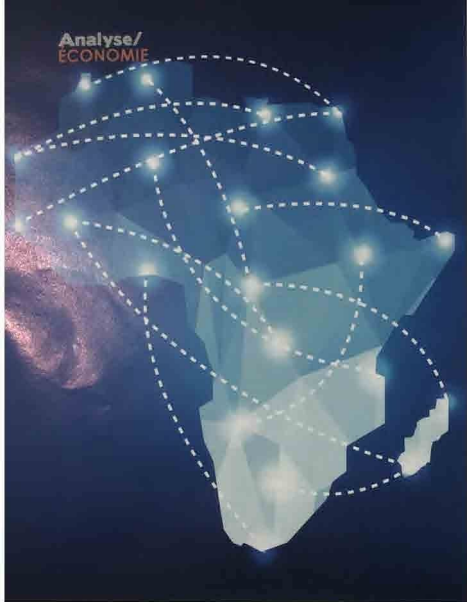
**L'ÉCOSYSTÈME  
FINANCIER ET FISCAL  
(LES ENTREPRISES  
«PANAFRICAINES» TAXÉES  
À SEULEMENT 2 %)**

Maurice devrait viser à devenir le domicile fiscal de choix des multinationales panafricaines. Dans une certaine mesure, notre pays a déjà commencé cette tendance (un certain nombre de marques panafricaines sud-africaines sont domiciliées ici) mais il existe une énorme marge d'amélioration. L'exécutif devrait avoir pour priorité de signer/ratifier des accords de libre-échange avec les pays africains les plus économiquement pertinents au cours des 10 prochaines années. La priorité devrait en outre prendre en considération nos conventions fiscales actuelles «concurrentes» avec certains pays africains.

**Estimations du Produit Interieur Brut (PIB) extrapolé, le Maurice**  
Continuons à croître à 3,45% et 3,96% (2020-2030)



**ANNEAU**



## LE CHANGEMENT CULTUREL DE 'VALORISATION' ET DE 'RESPECT' DE L'ÉCHEC

Maurice devrait viser à devenir une plaque tournante du «capital providentiel/capital-risque/capital mature» pour les MPME africaines (mauriciennes d'abord). En prenant pour exemple les États-Unis d'Amérique en raison de leur grand esprit d'entrepreneuriat et de leur société capitaliste construite par des géants comme Cornelius Vanderbilt, John D. Rockefeller, Andrew Carnegie, John Pierpont Morgan et Henry Ford (qui ont aujourd'hui inspiré et conduit à des géants comme Jeff Bezos ou encore Bill Gates).

Plus important encore, l'échec est respecté et célébré aux États-Unis. La société américaine comprend au minimum que les grands succès commencent par des échecs. Cet échec est la voie incontournable et indéniable du succès et est ainsi enraciné dans la société. C'est ce qui devrait être enseigné culturellement dans nos écoles ; de telle sorte que nos jeunes n'ont pas peur de penser, de rêver, d'innover, de se poser des questions en essayant de résoudre les problématiques culturelles, économiques mauriciennes mais aussi africaines et ainsi développer le courage d'oser l'exécution de leur vision.

Notre système éducatif et notre culture ont certes produit des résultats décents mais on ne les qualifierait pas nécessairement de résultats exceptionnels. Nous n'avons toujours pas une seule entreprise nationale dans le Top 10 de l'Afrique (oubliez globalement !). Par conséquent, nous devons constamment réévaluer où nous en sommes en tant que pays, en tant que nation – culturellement, intellectuellement et économiquement – et y fixer de nouveaux objectifs réalistes de sorte que nous développiions une culture de ceux qui réussissent (cela prend des décennies/siècles, et en particulier des géants susmentionnés et/ou des visionnaires comme Lee Kuan Yu) mais à maintes reprises, ils doivent être inspirés, enseignés et illustrés par des géants locaux – d'où la place pour ceux qui veulent illustrer et éclairer le chemin de nos jeunes et des générations futures.

Nonobstant les points susmentionnés et plus encore, la prochaine décennie pourrait être malheureusement et de manière réaliste le statu quo avec une croissance économique relativement à la baisse avec l'inégalité des richesses élargissant ses ailes. Les changements de paradigmes structurels et audacieux sont très durs, impopulaires, mais restent la pilule aigre dont une économie a besoin pour récupérer et se forger.

**«LES CHANGEMENTS  
DE PARADIGMES  
STRUCTURELS  
ET AUDACIEUX  
SONT TRÈS DURS,  
IMPOPULAIRES, MAIS  
RESTENT LA PILULE  
AIGRE DONT UNE  
ÉCONOMIE A BESOIN  
POUR SE FORGER»**

Ces juridictions concurrentes ne se présentent pas seulement comme des passerelles vers l'Afrique, mais comme de véritables centres financiers pour ces pays africains (impliquant, entre autres, le développement des marchés de capitaux en incitant non seulement ces multinationales panafricaines à lever des capitaux d'investissement institutionnels locaux/mondiaux du pays de juridiction, mais aussi la création d'une main-d'œuvre/société cosmopolite «africanisée»).

En abaissant davantage notre régime fiscal spécifiquement pour les multinationales panafricaines et en mettant en évidence les «avantages» susmentionnés, nous positionnerons davantage notre juridiction comme une véritable porte d'entrée vers l'Afrique, ce qui ne nous permettra alors que de rêver d'une économie de mille milliards (Rs 1 000 milliards) de dollars américains (au cours des deux prochaines décennies si notre économie est restructurée et si c'est bien exécuté !). Oui, cela concerne le long terme pur et se dévie d'un mandat de 5 à 10 ans, mais a un sens structurel and social).